

dans des unités sanitaires mobiles un peu partout dans la région. « La plupart des hôpitaux ont été détruits et de nombreux médecins et infirmiers, tués », a-t-elle déclaré à son retour au Canada. « Aux yeux des Sri Lankais, la DART a apporté une énorme contribution. »

Outre les fonds fédéraux, les provinces et les territoires ont donné environ 20 millions de dollars. Les municipalités ont aussi contribué à cet effort, notamment la ville de Calgary, qui a offert des fournitures d'urgence, tandis que des organisations, comme la Fédération canadienne des municipalités, mettaient leurs compétences à la disposition des associations analogues dans la région pour reconstituer les administrations municipales et rétablir les services essentiels comme le traitement des eaux usées, l'approvisionnement en eau potable et les transports en commun.

Les entreprises et syndicats canadiens ont engagé des fonds pour aider les victimes du tsunami, en offrant un montant équivalent aux contributions de leurs employés et membres. Des sociétés telles Air Canada et Apotex Inc. ont collaboré avec Vision mondiale

Canada pour transporter des fournitures d'urgence, comme de l'équipement de purification de l'eau, des vêtements et des produits alimentaires non périssables. Air Canada a également assuré le transport des travailleurs de l'aide humanitaire.

Les ONG canadiennes, dont bon nombre ont un bureau ou des partenaires dans les collectivités touchées, ont été en mesure de répondre rapidement aux diverses priorités, comme le transport des blessés vers les hôpitaux, la construction de logements temporaires ainsi que la distribution de vivres, de médicaments et de vêtements.

Les solides relations entre les ONG canadiennes et asiatiques ont permis d'apporter l'aide appropriée aux personnes dans le besoin. L'Église Unie du Canada et le Presbyterian World Service & Development, par exemple, soutiennent l'Institute for Development Education (IFDE), en Inde, lequel aide à son tour les femmes des communautés marginalisées et pauvres de l'endroit à collaborer pour rompre le cycle de la pauvreté. Même au beau milieu du chaos qui a succédé au tsunami, les intervenants des organismes d'aide ont été emportés

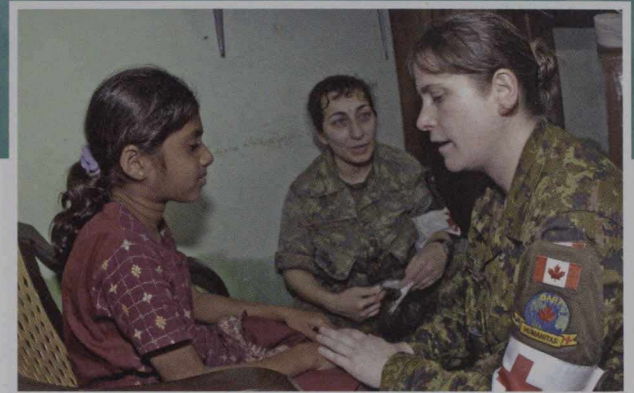


photo : Cplc Paul MacGregor, Caméra de combat des Forces canadiennes

par un sentiment de solidarité et se sont montrés à l'écoute des besoins des familles vivant dans les villages de pêche dévastés.

« La communauté a eu le sentiment d'être traitée avec dignité et respect », a déclaré la directrice de l'IFDE, Anitha Mahendira, dans un courriel à ses partenaires canadiens.

À coup sûr, la réponse la plus remarquable du Canada au tsunami est venue du public, avec des contributions approchant les 200 millions de dollars. Sous réserve des lignes directrices établies, le gouvernement du Canada versera aux organismes d'aide qualifiés une contribution équivalente. L'ACDI invite les organisations à lui présenter des propositions pour faire bon usage de ces fonds au cours des semaines et des mois à venir.

D'aucuns ont voulu aller au-delà de la simple contribution financière.

Une précieuse contribution : Le capitaine Karen Trainor, infirmière au sein de la DART, a apporté, dans le cadre de cliniques de santé itinérantes au Sri Lanka, les premiers soins à de nombreuses personnes, dont cette jeune fille qui souffre d'une affection cutanée.



photo : Jennifer Harr, AEC

Portes ouvertes

Devant une maison à deux étages de Banda Aceh, en Indonésie, d'où on peut apercevoir des voitures rejetées par la mer et des immeubles en ruines, un drapeau à feuille d'érable signale la nouvelle présence du Canada sur les lieux les plus dévastés par le tsunami. Ouverte le 30 janvier par Randolph Mank, ambassadeur du Canada en Indonésie, la « Maison du Canada à Aceh » dirige les Canadiens et l'aide canadienne vers les personnes les plus durement frappées par la catastrophe.

« Il est important pour les gens de savoir que le Canada se montre très actif ici et que nous cherchons à les aider du mieux que nous pouvons », déclare Karen Foss, agente aux affaires politiques affectée en Indonésie. M^{me} Foss fait partie d'une équipe de plusieurs employés venus de Jakarta pour travailler et vivre à la Maison du Canada.

« Je serai ici tant qu'on aura besoin de moi », déclare la diplomate Karen Foss.

Située à environ 50 mètres de l'endroit où les vagues se sont arrêtées, cette grande maison est rapidement devenue le centre névralgique des activités canadiennes d'aide et de reconstruction. Elle facilite sur les lieux la liaison entre les représentants de l'Agence canadienne de développement international, les fonctionnaires indonésiens, les donateurs, les organisations non gouvernementales et même les Canadiens souhaitant contribuer aux travaux de reconstruction.

Ouverte en permanence, la Maison du Canada est la scène d'un incessant va-et-vient. On s'y rend pour discuter de projets sur le terrain et rencontrer les gens de la place. Jusqu'à tard la nuit, des gens y travaillent encore sur leurs rapports ou préparent la journée qui va bientôt commencer.

« Je suis très fière de la façon dont le Canada a réagi et également impressionnée par tout le soutien venu du Canada, déclare M^{me} Foss. C'est ce qui rend notre travail si valorisant. Je resterai ici tant qu'on aura besoin de moi. »